



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles  
Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure  
la Société REVEL pour son établissement situé à  
WATTRELOS.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 514-1, L 171-6, L 171-8, L 172-1, L 511-1, L 512-3 et L 514-5 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord – Pas-de-Calais - Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 1996 autorisant la société REVEL à étendre l'atelier de chromage dur exploité à WATTRELOS (59150) 421 rue de la Martinoire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 juin 2011 imposant à la société REVEL des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à WATTRELOS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la Préfecture du Nord ;

Vu le contrôle réalisé le 17 novembre 2016 par l'inspecteur des installations classées ;

Vu le rapport en date du 19 décembre 2016 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 19 décembre 2016 conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant qu'en application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du Code de l'Environnement aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 17 novembre 2016, la société REVEL n'a pu présenter le point de situation de ses activités vis-à-vis de la nomenclature des installations classées prévu à l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 16 juin 2011 précité ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 17 novembre 2016, l'inspecteur de l'environnement a constaté :

- la non réalisation de l'autosurveillance des rejets atmosphériques de l'établissement prévue à l'article 15 de l'arrêté d'autorisation du 19 décembre 1996 susvisé ;
- la non réalisation de la surveillance des eaux souterraines prévue à l'article 18.3 de l'arrêté d'autorisation du 19 décembre 1996 susvisé ;
- le stockage hors rétention de la solution liquide d'acide chromique alimentant la ligne de chromage en continu ;
- le stockage de trioxyde de chrome sur des aires non aménagées pour la récupération des fuites éventuelles ;
- le stockage de trioxyde de chrome dans des locaux non pourvus de fermeture de sûreté ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions réglementaires applicables à l'établissement REVEL de WATTRELOS ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>.** Objet :

La Société REVEL située au 421 rue de la Martinoire à WATTRELOS (59150), est mise en demeure de se conformer aux dispositions réglementaires suivantes sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

### **Article 1.1 – Situation administrative de l'établissement (article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juin 2011 susvisé)**

« L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, 3 mois après notification du présent arrêté, un point de situation de ses activités vis-à-vis de la nomenclature des installations classées. »

### **Article 1.2 – Autosurveillance des rejets atmosphériques (article 15 de l'arrêté d'autorisation du 19 décembre 1996 susvisé)**

« Une autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant. L'autosurveillance porte sur [...] le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques. Ce type de contrôle doit être réalisé au moins une fois par an. Ils peuvent être trimestriels si les flux rejetés sont importants. »

### **Article 1.3 – Surveillance des eaux souterraines (article 18.3 de l'arrêté d'autorisation du 19 décembre 1996 susvisé)**

« Dans un délai n'excédant pas les 3 mois après notification du présent arrêté préfectoral, l'exploitant devra constituer, en liaison avec un hydrogéologue extérieur, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines (nappe superficielle et nappe de la craie) comportant au moins :

- 2 puits de contrôle situés en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe et
- 1 puits de contrôle en amont.

La localisation de ces puits sera soumise à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Une fois par trimestre des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans ces puits.

Des analyses doivent être effectuées sur les prélèvements d'eau visés ci-dessus du présent arrêté dans les conditions énoncées ci-après :

PARAMETRES	METHODES D'ANALYSES
Métaux Lourds	NFT 90112
Hydrocarbures totaux	NFT 90114

Les résultats de ces mesures prescrites ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation. »

#### **Article 1.4 – Stockage des produits chimiques (articles 6 et 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces)**

« Article 6 :

Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. »

Cet article est applicable au stockage de trioxyde de chrome et à la solution liquide d'acide chromique alimentant la ligne de chromage en continu.

« Article 12

Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur. »

Cet article est applicable au stockage de trioxyde de chrome.

#### **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris, conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

#### **Article 3 – Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

#### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au Maire de WATTRELOS,

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de WATTRELOS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 17 JAN. 2017

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint



Olivier GINEZ

